

Direction Risques Industriels  
*Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales  
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud*

Perpignan, le 06/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SECME c/o Rio Tinto (SECME usine)**

Lieu dit la bastide  
66360 OLETTE

Références : 2022-125-PR/EX  
Code AIOT : 66.01435

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2022 dans l'établissement SECME c/o Rio Tinto (SECME usine) implanté Lieu dit la bastide 66360 OLETTE. L'inspection a été annoncée le 12/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection faite suite à la réception du bilan quinquennale 2017 – 2021 et à une demande de l'inspection d'une intervention complémentaire du bureau de contrôle géotechnique chargé de la surveillance de cet ancien site minier.

Cette inspection s'inscrit également dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 7 ans.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Le thème retenu pour cette inspection correspond à la surveillance quinquennale du site.

Le référentiel d'inspection utilisé est l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 6205 du 31 mars 1995 modifié, portant prescriptions complémentaires suite à la cessation d'activité de l'usine de traitement de minerai de la société SECME.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SECME c/o Rio Tinto (SECME usine)
- Lieu dit la bastide 66360 OLETTE
- Code AIOT dans GUN : 0006601435
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'ancienne usine située au lieu-dit « La Bastide » sur le territoire de la commune d'Olette, dont l'activité a démarré en janvier 1961, traitait par flottation le minerai de fluorine extrait principalement de la mine à ciel ouvert d'Escaro.

Par suite de l'épuisement du gisement, cette mine à ciel ouvert a cessé les extractions en mars 1991. Les stocks présents sur le site d'Escaro ont toutefois permis d'alimenter l'usine d'Olette jusqu'en octobre 1993, date à laquelle l'usine a définitivement été arrêtée.

Après avoir été séché et finement broyé (200 microns), le minerai était préparé par ajout d'eau et de réactif (oléate de soude) puis dirigé vers les cellules de flottation.

La flottation permet de séparer les minéraux recherchés, de la gangue de stérile. Cette séparation est rendue possible par l'ajout de réactifs (acides gras, sels d'acides gras, silicate de soude, amidon, huile de pin, soude pour réguler le pH) et en utilisant les propriétés de surface des différents constituants.

A l'issue de cette opération il ressortait :

- l'écume contenant la fluorine qui était filtrée, séchée puis évacuée,
- la pulpe stérile, formée des matériaux de la gangue (quartz, schistes et oxydes de fer) finement broyés et d'eau, qui était stockée dans des bassins de décantation.

L'eau récupérée après décantation était réutilisée dans le procédé, la pulpe stérile s'est accumulée dans les bassins au fur et à mesure des années d'activité de l'usine. A la suite de l'arrêt de l'activité de l'usine, les bassins de décantation ont été remis en état.

Ces anciens bassins sont considérés comme des dépôts de déchets industriels et nécessitent une surveillance.

L'arrêté complémentaire du 31 mars 1995 a imposé, dans le cadre de la législation sur les installations classées, le cadre de la surveillance de ces bassins.

Les conditions de surveillance ont été modifiées par les arrêtés complémentaires :

- n° 2011 005-0002 du 05/01/2011 ;
- n° 2017 186-0001 du 05/07/2017.

A signalé que l'arrêté n° 2011 005-0003 du 05/01/2011 a également prescrit la mise en place de servitude sur ces anciens bassins.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites

administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite de terrain a été réalisée en présence de l'exploitant, d'un géotechnicien chargé d'assister l'exploitant, du bureau spécialisé chargé de la surveillance du site et des représentants du nouveau propriétaire des terrains à savoir la CC Conflent Canigo. La visite a porté sur les installations suivantes :

- couverture des bassins 4 à 6 et ouvrages de gestion des eaux de surface associés ;
- talus de digues ;
- enrochements ;
- canal de La Bastide

Les constats qui font suite à cette visite sont repris dans les fiches jointes au § 2.4.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Délai
PC2 – Visites complémentaires	Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 3 et 4	3 mois
PC3 – Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 5	3 mois
PC5 – Actions correctives	Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 7	3 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
PC1 – Ouvrages à surveiller	Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 1
PC4 – Transmission des rapports	Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 6

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 3 faits susceptibles de suites ont été relevés. Ces faits sont récapitulés dans les fiches de constats figurant au rapport.

Les faits susceptibles de suites qui n'engagent pas la sécurité et qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement et qui peuvent être mis en conformité rapidement, conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 3 mois pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions.

Au terme de ce délai, et à défaut d'éléments probants, l'inspection proposera de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité et transmettra le projet d'arrêté préfectoral correspondant.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : PC1 – Ouvrages à surveiller

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages suivants font l'objet d'une surveillance quinquennale de leur stabilité, en fin de premier semestre de préférence, par un bureau d'études spécialisé : <ul style="list-style-type: none"><li>• couverture des bassins 4 à 6 et ouvrages de gestion des eaux de surface associés ;</li><li>• talus de digues ;</li><li>• enrochements ;</li><li>• canal de La Bastide.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral complémentaire N° PREF/DCE/BUFIC/2017186-0001 du 5 juillet 2017 a modifié les conditions de surveillance des bassins de décantation et terrils de l'ancienne usine de traitement de fluorine à Olette et a supprimé la surveillance semestrielle pour la remplacer par une surveillance quinquennale. Le dernier rapport de surveillance semestrielle a été adressé fin 2017 pour les 2 semestres 2017 et le premier rapport quinquennal a été adressé le 04/04/2022, couvrant la période 2017 – 2021. Cette surveillance a été réalisée par le bureau d'études ABO-ERG Géotechnique (agence de Marseille). Ce rapport porte sur les anciens bassins 4, 5 et 6, les digues et talus et les enrochements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC2 – Visites complémentaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 3 et 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Des visites complémentaires sont effectuées consécutivement à des crues cinquantenales et au-delà, ou consécutivement à des périodes de précipitations particulièrement intenses ayant occasionné des dommages par ailleurs dans la vallée. Des visites complémentaires sont également effectuées à la demande de l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> D'après le rapport la surveillance a été menée sur la base de visites réalisées les 06/02/2020, 03/07/2020, 16/02/2021 et 11/06/2021. L'exploitant et le bureau d'étude ABO-ERG Géotechnique confirme que le niveau de crue est suivi à l'aide de l'application vigicrue.gouv.fr et que des visites complémentaires sont bien programmées en cas d'épisodes pluvieux importants. La visite du 06/02/2020 par exemple a été réalisée suite à la tempête Gloria qui a eu lieu entre les 20 et 23/01/2020. Pour rappel la présente visite a été organisée à la demande de l'inspection compte tenu des observations formulées par le bureau de contrôle dans le bilan quinquennal 2017 – 2021.
<b>Écart à corriger :</b> L'exploitant doit ajouter un paragraphe dans le rapport quinquennal afin de : <ul style="list-style-type: none"><li>• indiquer les critères et le moyen d'alerte retenu pour le déclenchement des visites complémentaires consécutivement à des périodes de précipitations particulièrement intenses ;</li><li>• préciser les dates des visites réalisées dans ce contexte sur la période quinquennale et le résultat de ces visites.</li></ul>
<b>Délai :</b> 3 mois
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Réponse de l'exploitant :</b>

**Nom du point de contrôle : PC3 – Débroussaillage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la réalisation de ces visites un débroussaillage des ouvrages précités et des chemins d'accès sera réalisé.
<b>Constats :</b> Dans le rapport quinquennal le bureau de contrôle a indiqué que le débroussaillage était insuffisant ce qui n'a pas permis une bonne réalisation de la surveillance. Le jour de la visite l'inspection a constaté le débroussaillage récent du chemin permettant l'accès aux enrochements et de la partie des enrochements. La société ABO-ERG Géotechnique confirme que ce débroussaillage est insuffisant. La présente visite en présence du propriétaire des terrains à savoir la communauté de Communes Conflent Canigo, chargé du débroussaillage, avait également pour objet de définir les parties du site qui devaient être débroussaillées.
<b>Écart à corriger :</b> L'exploitant doit compléter le débroussaillage afin de permettre une auscultation de l'ensemble des ouvrages conformément aux recommandations des géotechniciens. Au cours de la visite le débroussaillage suivant est apparu nécessaire : <ul style="list-style-type: none"><li>• sur le chemin d'accès aux enrochements y compris le bas-côté en tête de talus et en redescendant sur environ 50 cm dans le talus ;</li><li>• sur l'ensemble des enrochements le long de la tête, y compris une largeur d'1 m minimum en tête d'enrochement (afin de dégager l'épaisseur des enrochements) ;</li><li>• dans le prolongement des enrochements, sur un accès à mi-pente du talus, sur l'ensemble du talus jusqu'à l'aval du bassin 4 et si possible sur le talus en retour donnant sur le bassin 3.</li></ul> Il a été également demandé : <ul style="list-style-type: none"><li>• un repérage et débroussaillage autour des 2 piézomètres (bien que lors de l'instruction de la demande d'allègement de la surveillance il n'a pas été maintenu le suivi des 2 piézomètres) ;</li><li>• le débroussaillage de la noue longeant le canal de la bastide au niveau des bassins 6, 5 et 4</li><li>• la poursuite de ce débroussaillage au niveau du portail d'entrée jusqu'à l'exutoire final de cette noue.</li></ul> Préalablement à ce débroussaillage il apparaît nécessaire de prévoir une campagne d'élagage des arbres et arbustes. Les géotechniciens confirment que cet élagage est obligatoire au niveau des enrochements, le développement des arbres pouvant conduire au déchaussement des enrochements. L'inspection demande à l'exploitant de faire figurer dans le rapport quinquennal un paragraphe précisant : <ul style="list-style-type: none"><li>• les objectifs rappelés ci-avant du débroussaillage et de l'élagage ;</li><li>• d'y adjoindre un plan précisant les zones qui doivent être débroussaillées et élaguer ;</li><li>• d'ajouter un commentaire permettant d'apprécier la situation du site suite aux différentes visites.</li></ul> <b>Délai :</b> 3 mois
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Réponse de l'exploitant :</b>

**Nom du point de contrôle : PC4 – Transmission des rapports**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats de ces visites de contrôle seront communiqués à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 3 mois suivant la réalisation du contrôle.
<b>Constats :</b> Le bilan quinquennal 2017 – 2021 a bien été adressé à l'inspection en mars 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : PC5 – Actions correctives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/1995, article 5 alinéa 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas où ces contrôles donneraient lieu à des observations significatives d'une dégradation de la situation, la société SECME en informera immédiatement l'inspection des installations classées, mettra en œuvre les mesures nécessaires pour pallier à cette dégradation et le cas échéant, renforcera les mesures de surveillance et leur fréquence.
<b>Constats :</b> En conclusion du bilan quinquennal 2017 – 2021 le bureau de contrôle a formulé certaines observations et recommandations. L'exploitant confirme : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'une part qu'à la suite de la présente visite complémentaire le bilan quinquennal sera complété par le bureau d'étude ABO-ERG Géotechnique ;</li><li>• d'autre part qu'il a bien prévu d'annexer à la transmission du rapport, des propositions pour donner suite aux différentes recommandations qui seront formulées avec un planning de réalisation.</li></ul>
<b>Écart à corriger :</b> L'inspection confirme que l'exploitant doit, à la suite du présent contrôle complémentaire, adresser les propositions concernant les mesures à mettre en œuvre pour pallier aux dégradations constatées avec le cas échéant le planning de réalisation.
<b>Délai :</b> 3 mois
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Réponse de l'exploitant :</b>